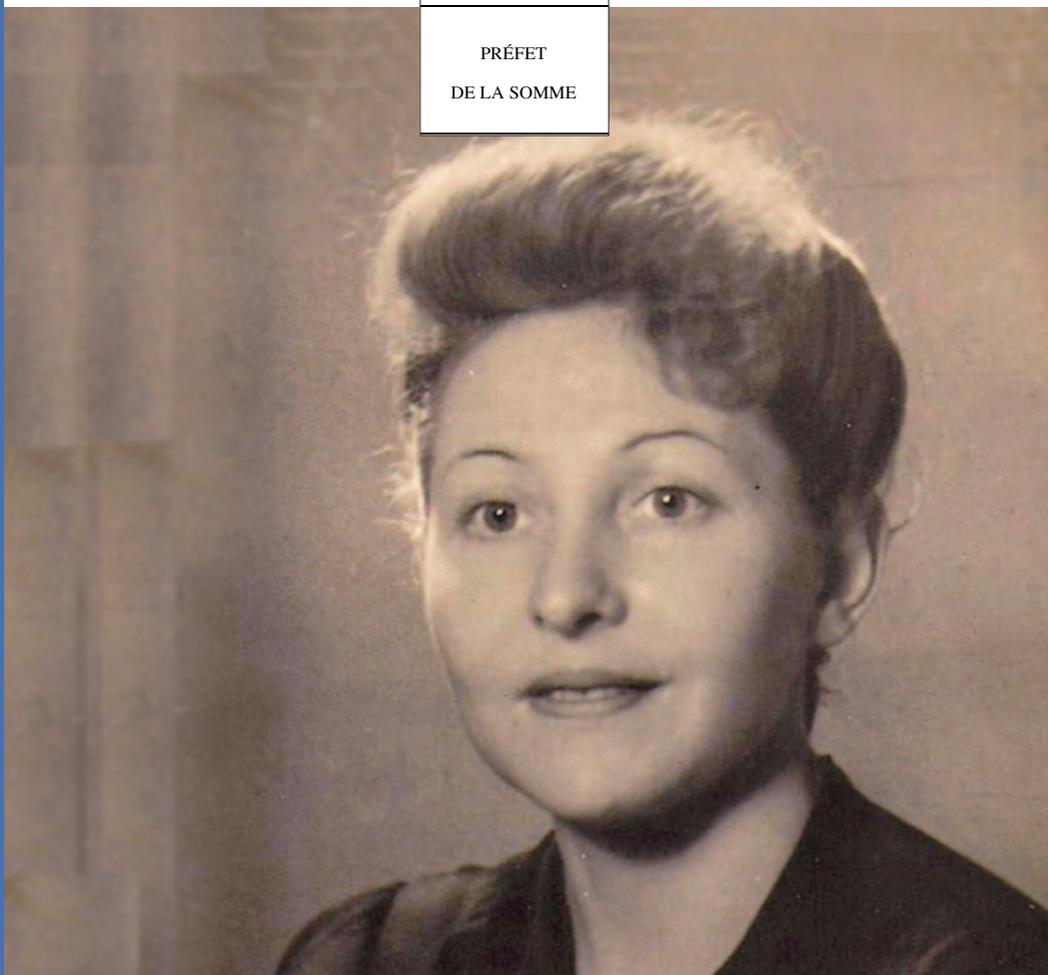




PRÉFET
DE LA SOMME



Madeleine Michelis (1913-1944)

Une Amiénoise dans la Résistance

par Julien CAHON
APHG PICARDIE – ONAC SOMME

Note de L'auteur

Plusieurs rues ou lieux portent le nom de cette femme, un nom qui pour les anciens est encore dans l'air du temps, une femme qui intéresse toujours des historiens, un nom difficile à ignorer pour les élèves du lycée Madeleine Michelis d'Amiens ou les riverains de la rue Madeleine Michelis de Neuilly.

Mais qui connaît l'histoire complexe de cette intellectuelle, agent des services secrets britanniques, disparue dans des conditions tragiques et encore floues ? Pour lutter contre l'oubli, il est indispensable de prôner un devoir d'histoire, comme un message indispensable dans une société où il faudra encore et toujours raconter, à l'heure où nous n'avons plus peur d'être submergés par notre passé, mais plutôt que ce dernier nous échappe. Posons-nous finalement cette question de fond: en quoi la vie de cette femme nous concerne t-elle encore?

Julien CAHON

Sommaire

Editorial du préfet	4
Préface de Jean-Louis Crémieux-Brilhac	5
Une jeunesse neuilléenne dans une famille modeste	7
Professeur de lettres : du Havre à Amiens	9
Une femme du réseau Shelburn	11
L'arrestation	14
La mémoire de Madeleine Michelis	17
Madeleine Michelis en quelques dates	18
Pour aller plus loin	19



« Madeleine Michelis, femme de culture, citoyenne exemplaire et grande résistante amiénoise. »

Il y a presque soixante-dix ans s'éteignait Madeleine Michelis, figure incontournable de la résistance à l'occupation nazie à Amiens. Plusieurs décennies après sa disparition, sa mémoire est toujours aussi présente dans les consciences de nos concitoyens, dans la région et même au-delà, tant sa vie est synonyme d'engagement, de dévouement et de sacrifice.

La défense de la liberté a toujours été le fil conducteur de la vie de cette brillante intellectuelle, qui entama très tôt une carrière de professeure de lettres classiques. Lorsque la Seconde Guerre mondiale éclata, elle n'eut aucune hésitation à mettre en pratique ses convictions humanistes chevillées au corps. Madeleine Michelis mit ainsi toute son énergie et son courage au service de la résistance au nazisme : d'abord en prenant en charge des classes d'élèves havrais fuyant les bombardements, ensuite en hébergeant au péril de sa vie Claude Bloch, une jeune juive menacée, enfin en jouant un rôle très actif dans les réseaux de résistance « Libération-Nord » et « Shelburn ».

C'est à Amiens, où elle enseigna au Lycée d'Etat de Jeunes Filles, que cette militante déterminée de la cause nationale fit la démonstration la plus admirable de sa foi patriotique. Arrêtée par la Gestapo à son domicile du 6 rue Marguerite Hémart-Ferrandier le 12 février 1944, elle subit les pires sévices et rendit son dernier souffle sous la torture trois jours plus tard, sans trahir aucun de ses compagnons d'armes. Son ultime sacrifice lui valut une reconnaissance unanime, recevant à titre posthume de nombreuses distinctions nationales et étrangères.

Je suis donc très honoré et particulièrement ému de pouvoir rendre aujourd'hui hommage à Madeleine Michelis, femme de culture, citoyenne exemplaire et grande résistante.

Jean-François CORDET,
préfet de la région Picardie
préfet de la Somme

Souvenir de Madeleine Michelis,

par Jean-Louis Cremieux-Brilhac, ancien résistant.

Madeline,

C'est la première fois que je vous appelle par ce prénom. La familiarité n'était pas d'usage comme aujourd'hui entre camarades d'études garçons et filles quand nous nous sommes rencontrés pour la première fois, il y a ces jours-ci quatre-vingts ans, vous khâgneuse au lycée Condorcet, moi tout jeune étudiant en Sorbonne qui, ayant fait mes études secondaires à Condorcet, avais gardé d'étroits liens d'amitié avec plusieurs de vos condisciples.

Reçue à l'École normale de Sèvres en 1934, vous avez suivi alors les cours de licence et d'agrégation en Sorbonne. C'est là que nous nous sommes vus souvent. Vous attiriez la sympathie, et vous avez prêté une attention bienveillante au cadet que j'étais pour vous. Pendant trois ans, nous avons été liés d'une camaraderie discontinue et pourtant étroite. En fin de journée, je vous accompagnais parfois à pied jusqu'au Châtelet ou vous preniez votre tramway.

Je m'étonne de me rappeler si bien ces marches du soir, et quelques-uns de vos propos. Leur souvenir est nourri de votre gaieté et de vos réparties inattendues. Une fois, devant l'École de Médecine, croisant une jeune femme trop voyante qui laissait derrière elle un sillage de parfum je me suis retourné sur la passante. Vous m'avez demandé :
« Vous voulez écrire une nouvelle qui s'appellerait *Le parfum de la dame en bleu* ? »

Nous parlions surtout littérature, Diderot par ci, Stendhal par là. En ce temps lointain, quel normalien ne rêvait d'avoir un article publié dans *La Nouvelle Revue Française*, la NRF, comme nous disions. Les livres avaient été pour vous source de découvertes, ils le restaient, et source d'émerveillements sans cesse renouvelés, à la façon d'un jardin magique que vous n'en finissiez pas d'explorer. Nous confrontions nos lectures. Nous aimions tous les deux *Les Thibault*, de Roger Martin du Gard. Vous disiez des deux premiers tomes qu'ils avaient « *un goût de fruits verts* ». J'avais découvert Eluard, vous m'opposiez Apollinaire.

Vous deveniez grave quand nous parlions politique. Liée aux Jeunesses Étudiantes Chrétiennes, vous vous indigniez du soulèvement des généraux fascistes contre la République espagnole et du soutien que notre presse bien-pensante apportait à la rébellion.

J'étais socialiste de gauche, j'avais vu, pendant mes séjours de vacances en Allemagne, mes camarades socialistes d'adolescence passer l'un après l'autre à la Hitlerjugend, certains à l'insu de leurs parents. Hitler ne s'était pas encore lancé dans sa furie d'annexions. Nous étions pacifistes, mais nous partagions l'inquiétude devant la marée montante du nazisme.

Quand vous avez été nommée professeur au lycée du Havre, nous avons perdu le contact. La guerre est survenue.

Et ce fut notre seconde rencontre, si je puis parler de rencontre.

En 1944, je suis à Londres, jeune officier des Forces Françaises Libres, j'ai le privilège d'être affecté à un poste où la plupart des télégrammes d'information politique reçus de France passent entre mes mains. En février, ce choc ! L'horreur ! Un télégramme porte à peu près ces mots : « Madeleine Michelis, professeur agrégée des lettres à Amiens arrêtée par la Gestapo. S'est étranglée dans sa prison ». Bouleversé, j'appelle Maurice Schumann, porte-parole du général de Gaulle à la BBC, je lui lis le télégramme. Il vous avait connue à l'occasion d'une conférence qu'il était venu faire avant la guerre au Havre. Il fut atterré lui aussi. Il vous consacra une partie de son émission du lendemain soir. Et comme s'il n'était pas assez affreux de vous retrouver ainsi - étranglée de votre libre choix pour ne pas parler, pensions-nous-, un ami commun arrivant peu après d'Algérie me dit que c'était par l'émission de la BBC que votre frère avait appris la nouvelle.

C'est seulement après la Libération que j'ai appris les incertitudes sur les circonstances de votre fin. Puis que j'ai su ce qu'avait été votre engagement dans la Résistance, votre participation à Libération Nord, l'aide apportée à des amis juifs proscrits, l'aide à des aviateurs britanniques et américains abattus et rescapés, la filière Shelburn...

Les hasards de la guerre m'ont amené à côtoyer bien des héros de la Résistance, courageux, passionnés, nobles, qui, en trop grand nombre, ont eux aussi succombé, fusillés, avalant leur pilule de cyanure, des esprits indomptables, tempétueux comme Lucie Aubrac, des personnages d'exception qui avaient choisi de rejoindre les ténèbres de la clandestinité. Parmi tant de revenants d'une sombre époque, vous demeurez pour moi, Madeleine Michelis, celle de mes vingt ans, ferme de convictions, discrète et passionnée, souriant à la vie, comme l'image si rare d'un être de lumière.

Jean-Louis CREMIEUX-BRILHAC
27 août 2013



Une jeune neuilléenne dans une famille modeste

Madeleine, Marthe, Thérèse, Michelis est née le 22 août 1913 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine), 160 avenue de Neuilly, où ses parents, Victor et Lisa – officiellement Jacques et Eugénie – s'étaient fixés après leur mariage, en 1909. Sa mère, née Schrub de parents mosellans ayant quitté leur région vers l'âge de 15 ans pour ne pas devenir Allemands, exerçait le métier de gouvernante.

Le père de Madeleine était d'origine italienne. Dans les années 1880, les grands-parents paternels de Madeleine Michelis avaient quitté leur village de Valmala, dans les Alpes piémontaises, pour s'établir à Paris, 11 rue Roussel (actuellement rue Léon Jost), dans le XVII^e arrondissement, où ils tenaient un petit hôtel-restaurant.

Artisan-bottier, Victor Michelis travailla pour les grandes maisons de la place Vendôme (Ellenstern, Greco), puis, fin 1913, après avoir effectué son service militaire (3 ans) au 28^e régiment d'infanterie de la rue de la Pépinière, il acheta un fond de commerce, 147 avenue du Roule. Mobilisé le 3 août 1914, il participa aux combats de Charle-roi, de Guise, de la Marne, de Champagne, d'Artois, de la Somme, de Verdun et du Chemin des Dames avec le 28^e régiment d'infanterie. Devenu radio en mai 1918, il fut fait prisonnier en mai 1918 mais s'évada en septembre.

Pendant la première guerre, la famille Michelis dut vivre à l'étroit au 147 rue du Roule. L'atelier du rez de chaussée fut transformé en logement, Victor Michelis n'y faisant que de très brèves apparitions lors de permissions. C'est dans ce deux-pièces que naquit le frère de Madeleine, Jean, le 20 octobre 1917. Démobilisé après l'armistice et décoré de la Croix de guerre, Victor Michelis abandonna son métier de bottier pour se consacrer entièrement à la réparation des chaussures : de retour du front, il décida de brûler ses formes et de se faire cordonnier, car les « tatillonages » de certains bourgeois de l'arrière l'auraient irrité.



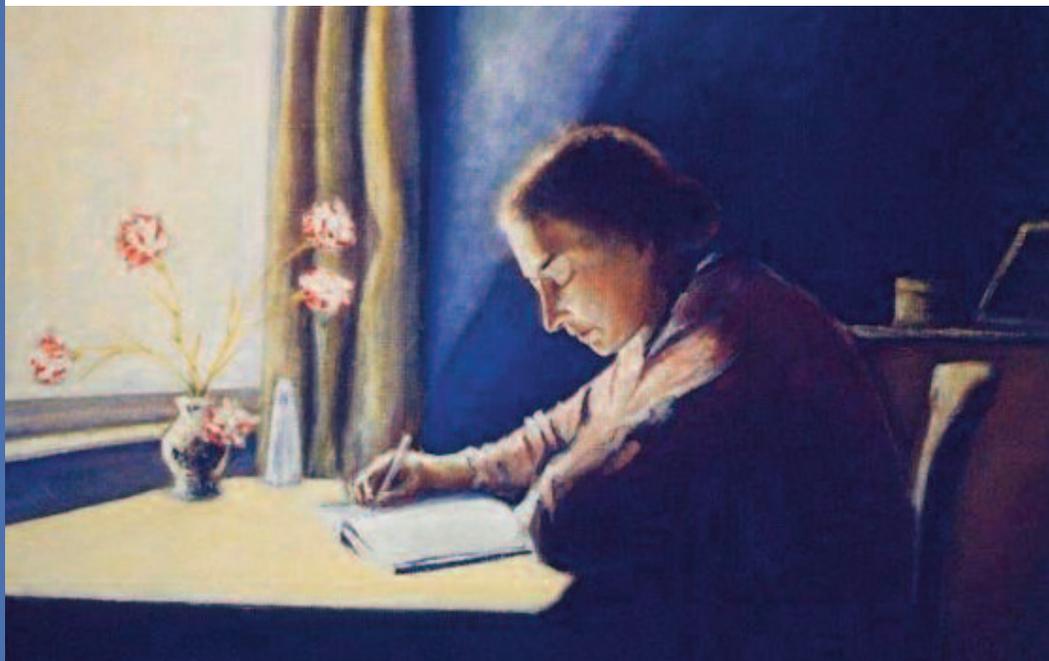
Madeleine Michelis, son frère et ses parents

Madeleine Michelis fut une élève brillante. En 1919, elle entama sa scolarité à Neuilly non loin de l'échoppe de son père, à l'école communale des filles, située au 94 avenue du Roule. En 1925, à l'issue de l'école primaire, elle réussit le concours des bourses et poursuivit son cursus dans sa ville natale, rue Pauline Borghèse, au cours secondaire de jeunes filles, qui accueillait quelques boursières par convention avec l'Etat.

En 1932, année où Madeleine obtint son baccalauréat, la famille Michelis déménagea dans un appartement au 141 avenue de Neuilly. C'est aussi à partir de 1932 que Madeleine Michelis prépara le concours de l'Ecole normale supérieure de Sèvres dans une khâgne de garçons au lycée Condorcet, où elle fit la connaissance de Jean-Louis Crémieux-Brilhac, encore lycéen.

Parmi ses condisciples, il y avait aussi Bernard Dorival (futur historien d'art et conservateur en chef du Musée National d'Art Moderne), Jean-Marcel Kahn (père de Jean-François et Axel Kagn), Jean de Baroncelli (qui devint critique de cinéma au Monde). En 1934, Madeleine Michelis intégra la 54e promotion littéraire de l'ENS de Sèvres, où s'affirma sa passion pour le théâtre.

Catholique, elle fut par ailleurs membre des Scouts et de la Jeunesse étudiante chrétienne (JEC). A sa sortie de l'Ecole normale, en 1937, malgré un échec au concours de l'agrégation, qu'elle continua à préparer et qu'elle obtint finalement en 1943, Madeleine Michelis devint professeur de lettres classiques.



Professeur de lettres : du Havre à Amiens

Pour son premier poste, la jeune enseignante fut nommée au lycée de jeunes filles du Havre (Seine-Maritime). Le week-end, elle rentrait à Neuilly, sortait avec son frère et ses amis au théâtre ou au concert. Au printemps, elle gagnait même Fontaine-le-Port (Seine-et-Marne), où ses parents avaient une maisonnette. En septembre 1939, avec le déclenchement de la guerre, Madeleine Michelis fut détachée à l'annexe du lycée du Havre, à Etretat, où elle enseigna à des classes mixtes comprenant des Havrais fuyant d'éventuels bombardements, des réfugiés de l'est et des Parisiens repliés dans leurs résidences secondaires.

En juin 1940, après la débâcle, l'exode, qui la conduisit à Caen puis en Charente-Maritime, et l'armistice, elle retrouva ses parents à Pamiers, en Ariège puis dut rejoindre son poste au Havre. Elle traversa Paris occupé pour retrouver la Normandie. Elle enseigna à l'École primaire supérieure du Havre jusqu'en mars 1941, date à laquelle elle fut affectée, à titre provisoire, à Paris, au lycée Victor Duru.

Elle s'installa alors chez ses parents, à Neuilly-sur-Seine. Faisant passer ses lettres zone libre, elle continua à correspondre avec son frère, qui avait rejoint fin 1940 son poste d'élève administrateur des Colonies au Niger, mais près le débarquement allié en Afrique du Nord, en novembre 1942, et l'occupation totale de la France, elle n'eut de nouvelles de son frère que par des télégrammes de la Croix rouge.

Au cours de l'été 1942, Madeleine Michelis prit quelques vacances, dans la maison familiale de Fontaine le Port et dans la Sarthe. A la rentrée, Madeleine Michelis fut mutée à Amiens (Somme), au lycée de jeunes filles de la rue des otages, évoquant la brève occupation allemande de la ville en 1914. Dans sa correspondance avec ses parents, Madeleine Michelis exprimait notamment ses difficultés à s'adapter au « *sale climat* » et à trouver un logement. La ville avait été en effet dévastée par les bombardements. Les réquisitions allemandes expliquaient aussi la pénurie de logements. Après avoir occupé plusieurs chambres d'hôtel, elle trouva à se loger 6 rue Marguerite Hémart-Ferrandier, un petit appartement qu'elle évoque avec chaleur dans ses lettres.



Carte postale (1911) du lycée Madeleine Michelis à Amiens

Sa correspondance, qui témoigne du vécu d'une femme dans un département au cœur de la tourmente, est un tableau de la capitale picarde meurtrie et apporte des renseignements détaillés sur la vie quotidienne et la situation du lycée.

« C'est à peine si on peut parler d'un lycée » affirme-t-elle dans une lettre datée du 3 octobre 1942 : *« ni internat, ni demi-pension. [...] Les Allemands en occupent les ¾, plus de bibliothèque, pas de salle de réunion, ni de travail [...] personnel incomplet [...], ni éclairage, ni chauffage possible. [...] Locaux insuffisants avec de temps à autre un Allemand qui colle son nez aux vitres pour regarder à son aise les têtes et les jambes des élèves et des professeurs. [...] Le lycée intact, entouré de ruines, n'est pas ou peu réjouissant. Quant au lycée des garçons, il n'existe plus, et personnel et élèves campent sans une aide au conservatoire des Beaux-arts. Les Parisiens ont peine à se représenter la vie des gens par ici. »*



© Collection Marie-Claude Durand

Une femme du réseau Shelburn

Avant-guerre, Madeleine Michelis avait contribué à l'organisation de tombolas en faveur des réfugiés espagnols et avait notamment côtoyé le philosophe communiste Valentin Feldman lorsqu'il enseignait au collège de Fécamp, de 1937-1939, après avoir été en poste à Abbeville tandis que son épouse, Yane Comiti, enseignait la philosophie au lycée de jeunes filles d'Amiens.

Madeleine Michelis fut aussi sceptique lors de la signature des accords de Munich (29-30 septembre 1938) tandis que l'opinion publique fut largement munichoise. Dès 1940, elle exprima son hostilité au régime de Vichy et sa détermination à lutter contre le nazisme. « *J'avais toujours senti et prévu le danger hitlérien. Je ne pensais pas que, nous aussi, nous en serions si rapidement victimes. Ah ! Munich !* » écrit-elle à ses parents depuis Puyvieux (Charente), le 19 juin 1940. Elle fit clairement part de ses convictions à son frère, le 2 octobre 1940 notamment : « *Cette prise de contact avec la puissance allemande, admirable à un point de vue purement spéculatif, m'a donné beaucoup à réfléchir. [...] Si le miracle n'intervient pas, nous ne sommes pas prêts de nous débarrasser des poux. Il faut tout faire pour qu'il se produise. [...] Et par là-dessus, un immense dégoût, je n'ose dire général quoique d'autres pensent comme moi et résistent. [...] J'aurais des tas de choses à te dire, je ne peux pas te les écrire et Dieu sait si et quand je t'en ferai part !* »

Elle lui écrit encore, le 10 juin 1941 : « *Voilà comment nous faisons connaissance avec le régime, les méthodes et les geôles de la Gestapo. [...] Moins insidieuse que ce régime basement policier, mais tout aussi irritante se développe une campagne antisémite et xénophobe de grande envergure.* » Le père de Madeleine Michelis, Victor, servait de boîte aux lettres pour la Résistance et passait des informations. Il était connu dans le quartier sous le nom de « Radio-Bottes.»

A partir de l'hiver 1941, La jeune enseignante prit également sous sa protection une jeune juive, Claude Bloch – qui épousa ensuite le docteur Bernard Dalsace avec qui elle publia un livre témoignage, *Histoires d'un autre temps*, en 2006. Madeleine Michelis avait connu l'adolescente à l'annexe du lycée du Havre à Etretat et elle la retrouva au lycée Victor Duruy. Le père de Claude Bloch, Jean-André Bloch, architecte et collectionneur d'art, avait été raflé en décembre 1941 puis déporté. A la demande de madame Bloch, Madeleine Michelis fit passer la jeune fille en zone libre au cours de l'été 1942. Dans un second temps, elle l'envoya chez une amie d'enfance, Betty Orhac, dont la famille était réfugiée dans le Gers.

C'est très probablement à son arrivée à Paris en mars 1941 qu'elle prit contact avec des enseignants résistants et rejoignit le mouvement Libération-Nord, où elle fut l'agent de liaison de Pierre Brossolette.

A Amiens, Libération-Nord s'était constitué autour d'un noyau de militants socialistes via les milieux francs-maçons : Léon Tellier, Léon Gontier et Joseph Garrou étaient les hommes clés du mouvement dont la « branche presse » avait été confiée à Francis Dufau-Labeyrie, professeur agrégé d'anglais au lycée des garçons, et Georges-Louis Collet, qui enseignait le latin et le grec dans le même établissement.

NOMS DES RÉSEAUX.	DATE DE CRÉATION.	DATE DE FIN D'ACTIVITÉ.
Pearl Harbour	10 décembre 1942.	10 septembre 1943.
Plutus,	1 ^{er} mai 1942.	30 septembre 1944.
Possam,	1 ^{er} juin 1943.	30 septembre 1944.
Pourpre,	4 février 1944.	30 septembre 1944.
Quand Même	13 août 1940.	30 septembre 1944.
Reims,	1 ^{er} janvier 1943.	30 septembre 1944.
Résistance Fer	1 ^{er} octobre 1943.	30 septembre 1944.
Ritz Crocus	8 janvier 1944.	30 septembre 1944.
Robert Guy	1 ^{er} juillet 1943.	30 septembre 1944.
Ronsard Troène	11 septembre 1941.	30 septembre 1944.
Ryback Rossi	25 décembre 1940.	30 septembre 1944.
Sabot,	4 octobre 1941.	28 janvier 1943.
Sapia,	28 décembre 1943.	30 septembre 1944.
S. G. L. L.	1 ^{er} avril 1943.	30 septembre 1944.
Shelburn,	1 ^{er} mars 1943.	30 septembre 1944.
S. R. Kleber,	20 août 1940.	30 septembre 1944.
S. S. M. F. - TR,	1 ^{er} septembre 1940.	30 septembre 1944.
Smart,	1 ^{er} septembre 1943.	30 septembre 1944.
Saper Nap	1 ^{er} octobre 1942.	30 septembre 1944.
Vedette,	1 ^{er} juillet 1943.	30 septembre 1944.
Veny,	1 ^{er} janvier 1942.	30 septembre 1944.
Ya Ya	1 ^{er} juin 1943.	30 septembre 1944.
Zéro France	22 juin 1943.	30 septembre 1944.

Bulletin Officiel du ministère de la guerre n°328-3

Ce dernier, qui fut le premier rédacteur en chef du Courrier Picard à partir de 1944, anima la troupe de théâtre des lycées avec Madeleine Michelis. L'une des premières activités de Libération-Nord fut l'organisation de chaînes d'évasion de prisonniers de guerre français et britanniques : le département de la Somme, coupé en deux entre zone occupée et zone interdite, était devenu une zone-frontière et de transit vers l'Angleterre et la France Libre. Le département avait aussi une position stratégique primordiale car son littoral était un lieu potentiel de débarquement des troupes alliées. A partir de 1943, des centaines d'aviateurs de la Royal Air Force ou de l'US Air Force dont l'appareil avait été atteint, pour la plupart lors du survol de la Belgique et du Nord-Pas-de-Calais (zones de passage des bombardiers alliés attaquant la Ruhr), furent contraints de passer par la Somme, dont le ciel était aussi très protégé par les canons de la DCA.

C'est ainsi que Madeleine Michelis entra dans le réseau Shelburn. Il n'était pas rare que des membres du mouvement Libération soient également rattachés à des réseaux, même si le plus souvent il s'agissait de réseaux de renseignements liés à Libération-nord, comme Cohors ou Brutus.

Le réseau Shelburn était une branche du Special operations executive (SOE) – second des grands services secrets britanniques, le premier étant l'*Intelligence service*, mieux connu sous le nom de MI6. Il fut créé par deux agents canadiens envoyés en mission en France, Lucien Dumais et Raymond Labrosse, en novembre 1943. Sa mission était de rapatrier en Angleterre des parachutistes et aviateurs alliés dont l'avion avait été abattu en France. Du mois de janvier au mois d'août 1944, huit opérations permirent le transfert en Grande-Bretagne de 135 aviateurs, tombés la plupart dans le Nord de la France, via Paris, Saint-Brieuc et enfin Plouha (Côtes d'Armor), où ils étaient regroupés dans la maison d'Alphonse avant de rejoindre, par un sentier, la plage Bonaparte (nom de code de l'Anse Cochat) et la corvette anglaise qui mouillait au large.

La filière Shelburn fut montée en contact avec d'autres organisations résistantes, notamment Libération-Nord, qui avait d'ailleurs des liens avec d'autres mouvements ou réseaux (Résistance en Picardie, OCM, Zéro-France, Charles-de-Gaulle...etc) et qui reçut en 1944 le soutien logistique du Bureau des opérations aériennes (BOA), dépendant du Bureau central de renseignement et d'action (BCRA) – les services secrets gaullistes.

Agent du réseau Shelburn, Madeleine Michelis participa au rapatriement d'aviateurs anglo-saxons disséminés dans la campagne picarde. Dans un rapport rédigé le 27 décembre 1961, Paul Campinchi, chef de la branche parisienne du réseau Shelburn, estime que Madeleine Michelis, qui a accompli des actes de résistance dès 1943, doit être homologuée, pour son réseau, en tant qu'agent P0 (travail occasionnel pour la Résistance) à partir du 1er janvier 44 et P2 (chargé de mission permanent) du 12 au 15 février. Paul Campinchi ajoute qu'« *il ne lui fut pas confié de missions plus tôt et de façon plus continue parce que Claudette [Marie-Rose Zerling, son adjointe] se méfiait de son caractère exalté.* » Les archives du réseau Shelburn (conservées aux Archives nationales) montrent en effet que les deux femmes sont en contact dès mai 1942, avant même l'existence du réseau, probablement dans le cadre du mouvement Libération-Nord auquel Marie-Rose Zerling appartient à partir de 1941. Son attestation d'appartenance aux FFC, délivrée par la Direction du personnel militaire de l'Armée de terre (DPMAT) le 15 décembre 1949, indique également que « *les services accomplis comme agent P2 comptent du 12 au 15 février 1944 en qualité de charge de mission de 3^e classe [...] et comme services militaires actifs [...] correspondant au grade de sous-lieutenant pendant la durée de la mission.* »

La médaille de la liberté décernée par les Américains fait état des services rendus de novembre 1943 à février 1944, date de son arrestation.



Médaille des Justes

L'arrestation

Selon le témoignage de Marcelle Moreau, Madeleine Michelis est venue à Valenciennes le lundi 7 février 1944 afin de la prévenir de l'arrestation, deux jours plus tôt, de Marie-Rose Zerling (alias Claudette), chargée de l'organisation des « safe houses » – l'hébergement – des aviateurs alliés du Nord à Paris. Madeleine Michelis, une des membres de ce groupe d'hébergement dirigé par Marie-Rose Zerling, avait été prévenue de l'arrestation de « Claudette » par les parents Zerling, qui appartenaient à la même équipe de « logeurs » qu'elle, ce qui laisse à penser qu'ils avaient tous une relation suivie à cette époque.

Bekanntmachung

Jede männliche Person, die trotz landete oder durch Fallschirmabsprung getretete feindliche Flugzeugbesatzungen direkt oder indirekt unterstützt, ihnen zur Flucht verhilft, sie verbirgt oder ihnen sonstwie behilflich ist, wird sofort standrechtlich erschossen.

Frauen die derartige Unterstützungen leisten, werden in Konzentrationslager nach Deutschland abgeführt.

Personen, die notgelandete Flugzeugbesatzungen oder Fallschirmabspringer sicherstellen oder durch ihr Verhalten zur Sicherstellung beitragen, erhalten eine Belohnung bis zu 10.000 fr. In besonderen Fällen wird die Belohnung noch erhöht.

AVIS

Toute personne du sexe masculin, qui aiderait directement ou indirectement les équipages d'avions ennemis descendus en parachute ou ayant fait un atterrissage forcé, qui favoriserait leur fuite, les cacherait, ou leur viendrait en aide, de quelque façon que ce soit, **sera fusillé sur le champ.**

Les femmes qui se rendraient coupables du même délit, seront envoyées dans des camps de concentration situés en Allemagne.

Les personnes qui s'empareront d'équipages, contraints à atterrir ou de parachutistes ou qui auront contribué par leur attitude à leur capture, recevront une prime pouvant aller jusqu'à 10.000 francs. Dans certains cas particuliers cette récompense sera encore augmentée.

Paris, den 22 September 1944
Der Mitteleuropäer-Verlag in Frankfurt
VON STUELPNAGEL,
General der Infanterie.

Affiche allemande apposée sur ordre du général de l'armée allemande: Von Stuelpnagel exposant les sanctions auxquelles seraient soumises les personnes venant en aide aux aviateurs et les primes offertes aux dénoncateurs.

La Gestapo aurait trouvé le nom et l'adresse de Madeleine Michelis dans les papiers de Marie-Rose Zerling et elle fut arrêtée à son domicile amiénois, le 12 ou le 13 février, comme une vingtaine d'autres membres de l'équipe Claudette. Pour Paul Campinchi, les Allemands ont fait « *une grossière erreur* » en la « *soupponn[ant] d'être chef d'un secteur de renseignements. [...] Les relations de Madeleine avec Claudette et d'autres membres du réseau étaient établies au point qu'elle fut placée dans la même prison qu'eux à Paris.* »

Dans la liste des membres de l'équipe Zerling, probablement établie dans l'immédiat après-guerre et classée dans les archives du réseau Shelburn, Madeleine Michelis fait figure d'anonyme quand d'autres agents ont droit à une véritable notice biographique : « *Etat civil inconnu. Agrégé de l'Université. Professeur au lycée de Lille (sic). Collaboratrice de Claudette.* » Tombée dans les griffes de la Gestapo, elle fut transférée au lycée Montaigne, à Paris, le 14 février. Ayant subi le supplice de la baignoire, elle mourut le 15 février d'après l'état civil, ou le 16, et dans des circonstances imprécises. Séparée de ses compagnons de réseau qui avaient été réunis au lycée Montaigne, elle subit un interrogatoire à l'Hôtel des Etats-Unis, boulevard du Montparnasse.

Paul Campinchi, son chef de réseau, accrédite la thèse du suicide : « Outre qu'il est peu vraisemblable que les Allemands, tout de suite après un premier interrogatoire resté négatif, aient tué un témoin [qu'ils croyaient] précieux, le témoignage de ceux qui l'ont vue sortir totalement épuisée et se déclarant incapable d'en supporter davantage rend plausible la thèse du suicide. »

Cependant, le rapport d'autopsie du docteur Paul, les états du 6e bureau de la DPMAT et la citation qui accompagne la Légion d'honneur, remise à titre posthume par le général de Gaulle, le 29 octobre 1947, accréditent une autre version. Cette dernière indique : « *Jeune Française admirable, qui s'est entièrement dévouée à la cause de la Résistance, professeur agrégée au lycée d'Amiens, a tout sacrifié au service de la Libération. S'est particulièrement occupée du passage des prisonniers évadés et d'aide aux parachutistes et aviateurs alliés. Arrêtée le 12 février 1944, transférée à Paris, a refusé de parler malgré les pires traitements. A été étranglée le 15 février 1944, trouvant une mort glorieuse au milieu des tortures supportées avec un courage magnifique et sans trahir son secret. Modèle d'abnégation, de foi patriotique.* »

Son certificat de décès porte en effet la mention « morte par strangulation. » Les Allemands, après avoir fait courir le bruit de son évasion, ne remirent sa dépouille à la police française que le 21 février. Ce n'est que quelques jours plus tard que son corps fut restitué à ses parents. Un témoin, Marcelle Moreau, arrêtée en même temps que Madeleine Michelis, affirma l'avoir vue en vie le 16 février 1944. Ses obsèques furent célébrées dans la plus grande discrétion. Le 4 mars 1944, une messe était dite à sa mémoire en l'église Saint Pierre de Neuilly. Inhumée au cimetière de Neuilly à Puteaux, elle repose aujourd'hui auprès de ses parents et de ses grands-parents maternels au cimetière de Fontaine-le-Port où ses cendres furent transférées en 1966 à la mort de son père.



Morts

- 1 Alana Gerard
- 2 Cottin Pierre Souverat le vicomte (C. du N.)
- 3 Demagot Robert 15 rue d'Armentières Frelinghem
- 4 Singier Louis 10 Place d'Armes Valenciennes
- 5 Gaillard Paul Lethuin (Eure et Loir)
- 3 6 Michélis Madeleine
- 7 Mason Gabrielle
- 8 Nazthier Marie
- 4 9 Lesny Julien
- 10 Betscher. Natibet. Marie
- 11 Cavalier Maurice
- 12 Cavalier Marguerite
- 13 Zerling Admand
- 14 Labarthe Gergette
- 15 Labarthe Ernestine
- 16 ?
- 17 Gorjuz Yvonne
- 18 Morin Georges
- 19 Thomasset, Thérèse,
- 20 Riquet Michel
- 21 Havel François Nord
- 22 Havel ~~de~~ Françoise (Nord)
- (Elizabeth) 23 Galfet Paette
- 24 Chevalier Jean

La mémoire de Madeleine Michelis



En 1945, le conseil municipal d'Amiens s'associa au conseil d'administration du lycée d'État de Jeunes Filles de la ville afin de lui rendre hommage : une plaque fut apposée « *en souvenir de Madeleine Michelis qui fut professeur en ce lycée avant de mourir au service de la France libre* » dans le hall d'entrée de l'établissement.

C'est en 1975 que le lycée – mixte depuis 1969 – fut baptisé du nom de la résistante. Occupé par les troupes allemandes lors des deux guerres mondiales, le lycée Madeleine Michelis était la troisième borne d'un espace sacré dédié à la Résistance en centre-ville. Le monument érigé à la mémoire du général Leclerc (1950) et le monument « Aux Picards martyrs de la Résistance » (1954), délimitant la place René-Goblet, avait inauguré le dispositif mémoriel.

A Neuilly-sur-Seine, dès 1944, le conseil municipal avait renommé la rue du Marché, rue Madeleine Michelis. Cette voie relie la rue Pauline Borghèse, où la résistante suivit ses études secondaires, à l'avenue du Roule, où son père avait son atelier, et aux avenues Charles de Gaulle et de Neuilly, où Madeleine Michelis a passé son enfance. Son nom a aussi été donné à l'école primaire de la rue Madeleine Michelis, ainsi qu'à une rue de Fontaine-le-Port. De même, la salle des professeurs du lycée Condorcet (Paris), où elle fut élève entre 1932 et 1934, porte également son nom.

Sa conduite sous l'occupation lui valut d'être décorée, à titre posthume, de la Légion d'honneur, de la Croix de Guerre, de la Médaille de la Résistance et de la médaille de la Liberté américaine. En 1997, au nom de l'Etat d'Israël, Madeleine Michelis fut aussi élevée au rang des Justes parmi les nations par le Mémorial de Yad Vashem (Jérusalem), comme treize autres Samariens (Pierre Couvret- Damelin, Renée Vérité, Alice Rosenshtiel, Roger et Victorine Grain, Angéline Leveugle, Clovis Blanche et Jacques Hubert, Paul et Palmire Béal, Charles et Marie Monnier). Enfin, c'est le maire de Neuilly en 1944-1945, Eugène Van der Meersch, résistant et futur député du Nord (1958-1962), qui insista auprès des autorités américaines pour que Madeleine Michelis, qu'il décrit comme « *un sujet d'élite* », obtienne la médaille de la Liberté.

« *Esprit indépendant, douée pour la littérature et les arts en général, peu académique dans ses rapports avec le monde universitaire tout en prenant très au sérieux son métier d'enseignante, Madeleine Michelis continue d'impressionner par une étonnante vitalité qu'elle parvient à transmettre au-delà des âges.* » (Marie-Claude Durand-Michelis)



Médaille de la Résistance



Médaille de la Liberté

Madeleine Michelis en quelques dates

22 août 1913 :	Naissance à Neuilly-sur-Seine
1919-1925 :	Ecole primaire de Neuilly-sur-Seine
1925-1932 :	Etudes secondaires à Neuilly-sur-Seine
1932-1934 :	Préparation du concours de l'Ecole normale supérieure de Sèvres au lycée Condorcet de Paris
1934-1937 :	Ecole normale supérieure de Sèvres
1937-1939 :	Professeur de lettres classiques au lycée de jeunes filles du Havre
1939-1940 :	Professeur de lettres classiques à Etretat (annexe du lycée du Havre)
1940-1941 (mars) :	Professeur de lettres classiques à l'Ecole primaire supérieure du Havre
1941 (mars)-1942 (septembre) :	Professeur de lettres classiques au lycée Victor Duruy à Paris.
octobre 1942-février 1944 :	Professeur de lettres classiques au lycée de jeunes filles d'Amiens, agrégée (1943)
1943-1944 :	Agent du réseau Shelburn
12-13 février 1944 :	Arrestation à Amiens
15-16 février 1944 :	Décès à Paris dans des conditions incertaines
1944 :	Son nom est donné à une rue de Neuilly-sur-Seine
1947 :	Décorée de la Légion d'honneur à titre posthume
1975 :	Son nom est donné au lycée de jeunes filles d'Amiens
1997 :	Elevée au rang de Juste parmi les Nations (YadVashem)
2013 :	Commémoration du Centenaire Madeleine Michelis

Ouvrages et articles généraux

Jean-Pierre Azéma, De Munich à la Libération, 1938-1944, Paris, Seuil, tome 1 de la Nouvelle histoire de France contemporaine (NHFC), 1979.

Jean-Louis Crémieux-Brihlac, La France libre : de l'appel du 18 juin à la Libération, Paris, Gallimard, 1996.

François Marcot (dir.), Dictionnaire historique de la Résistance, Paris, Robert Laffont, 2006.

Gordon Thomas, Histoire des services secrets britanniques, Paris, Nouveau Monde Editions, 2008.

Robert Owen Paxton, La France de Vichy, 1940- 1944, Paris, Seuil, Points Histoire, 1974.

Dominique Veillon, « Les réseaux de résistance », dans Jean-Pierre Azéma et François Bédarida (dir.), La France des années noires, tome 1 : De la défaite à Vichy, Paris, Seuil, 1993.

Olivier Wieviorka, Histoire de la Résistance, Paris, Perrin, 2013.

Ouvrages et articles spécialisés

Alya Aglan, La Résistance sacrifiée. Le mouvement Libération-Nord, Paris, Flammarion, 1999.

Jean-Louis Crémieux-Brihlac, « Le Special Operations Executive (SOE) en France », La Lettre de la Fondation de la Résistance, n° 50, septembre 2007.

Michael R.D. Foot, Des Anglais dans la Résistance. Le service secret britannique d'action SOE en France 1940-1944, Paris, Tallandier, 2008.

Roger Huguen, « Les débuts et le fonctionnement d'un réseau d'évasion : le réseau Shelburn », Revue d'histoire de la Deuxième guerre mondiale, Paris, PUF, n° 85, janvier 1972.

Ouvrages et articles régionaux

Jacques Lejosne, Ami entends-tu les martyrs de la résistance dans l'Amiénois. L'impossible oublié du XXe siècle, Amiens, imprimerie Valade, 2001.

Jacques Lejosne, Jackie et Françoise Fusillier, Amiens 1940-1944. Dans les griffes de la Gestapo, Amiens, 2012.

Jacques Béal, La Somme dans la guerre, 1939-1945, Amiens, Le Coteau-Horvath-Martelle, 1986.

Dominique Duverlie, « Amiens sous l'occupation allemande », Villeneuve d'Ascq, Revue du Nord, mars 1982.

Alain Trogneux, « Traces et mémoires de la Seconde Guerre mondiale », Amiens, Archives départementales, Textes et documents sur la Somme (TDS), n° 79, 2008.

